



Nantes, le 28 janvier 2022

Et la liberté de la presse... on en parle ou on se laisse bâillonner ?

Après avoir bafoué nos libertés les plus fondamentales, le droit d'exercer nos métiers conditionné au sésame du passe vaccinal, l'accès à la santé avec la mise en place du forfait urgence, à l'éducation, la liberté de la presse est visiblement le prochain idéal à abattre par Monseigneur Macron et son gouvernement.

Un pas de plus vient d'être franchi avec l'annonce du projet de dissolution des médias « Nantes Révoltée » et « Cerveaux non disponibles ». Il semble que les médias indépendants, de gauche, fonctionnant de manière bénévole et désintéressée, n'ont pas droit de cité dans son royaume. Lui seul contrôle l'information.

D'une part parce que 10 milliardaires ont pris le contrôle de la presse : ils représentent 90% des journaux vendus, 55% des parts d'audience télévisuelle et 40% des parts d'audience à la radio. Comme par hasard, ils et elles ont également largement affiché leur soutien à Mr Macron.

D'autre part parce que le collègue qui dirige l'Autorité de Régulation de la COMMunication audiovisuelle et numérique ([ARCOM](#)) [fusion du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ([CSA](#)) et de la Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet ([HADOPI](#))] est nommé directement par des membres de l'assemblée nationale, du sénat, et du conseil d'état.

Et son président est nommé par... Emmanuel Macron !

Pourquoi s'embêter dans son propre royaume puisqu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même. On obtient donc des médias qui appartiennent aux plus riches avec une autorité censée garantir l'équité de tout ce petit monde nommé par le pouvoir en place.

Déjà en 2017 Reporter sans frontière s'inquiétait de la mainmise des financiers sur le monde de la presse. 5 ans après, les groupes médiatiques fonctionnent de manière verticale et se retrouvent en bout de ligne de conglomérats qui gèrent de l'armement, l'industrie du luxe ou les télécommunications ([Médias français, qui possède quoi ?](#)). La concentration à ce point de l'économie et de l'information ne peut qu'engendrer licenciements, conflits d'intérêt, ingérence et censure. Il n'est pas étonnant que plus de 70% de la population ne fassent plus confiance aux journalistes.

Voilà ce que veut dire la dissolution de Nantes Révoltée, un média qui dérange, qui prend une place grandissante dans l'information indépendante, qui sait mener une enquête et sortir des chiffres qui embarrassent. Mais c'est aussi un média qui rassemble, qui mobilise autour de luttes fortes dans notre bassin nantais (disparition de Steve Maia Caniço, aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Amazonie, centres de méthanisation géants, etc.).

Alors, même si nous exprimons des différences sur la façon de lutter, même si les critiques de la part de Nantes Révoltée peuvent être vives envers les syndicats et ont tendances à fracturer le mouvement social plutôt que favoriser la convergence des luttes, il nous arrive de faire cortège commun pour défendre un monde que nous voulons plus juste, équitable, égalitaire,

redistributif, respectueux de l'environnement et des personnes dans leur diversité.

Il est inadmissible qu'un gouvernement puisse envisager la dissolution d'un média parce qu'il n'agit pas en sa faveur, qu'il n'est pas à sa botte, mieux, qu'il conteste son pouvoir hégémonique, pour ne pas dire totalitaire. Tout comme il est intolérable que l'ex-CSA envoie des directives pour dire aux chaînes de télé qui inviter sur les plateaux et qui doit en être banni.

C'est pourquoi le Synptac-CGT des Pays de la Loire apporte tout son soutien à Nantes Révoltée et demande le retrait sans délai du processus de dissolution administrative de ce média.

Lisez [Contre Attaque](#)

Pour voir d'autres soutiens :

- [UL CGT NANTES](#)
- [la CGT de Loire Atlantique \(44\)](#)
- [Ligue des droits de l'Homme](#)
- [Pétition · Contre la dissolution de Nantes Révoltée - Pour la liberté d'expression](#)
- [Ouest France : les soutiens politiques se multiplient](#)

